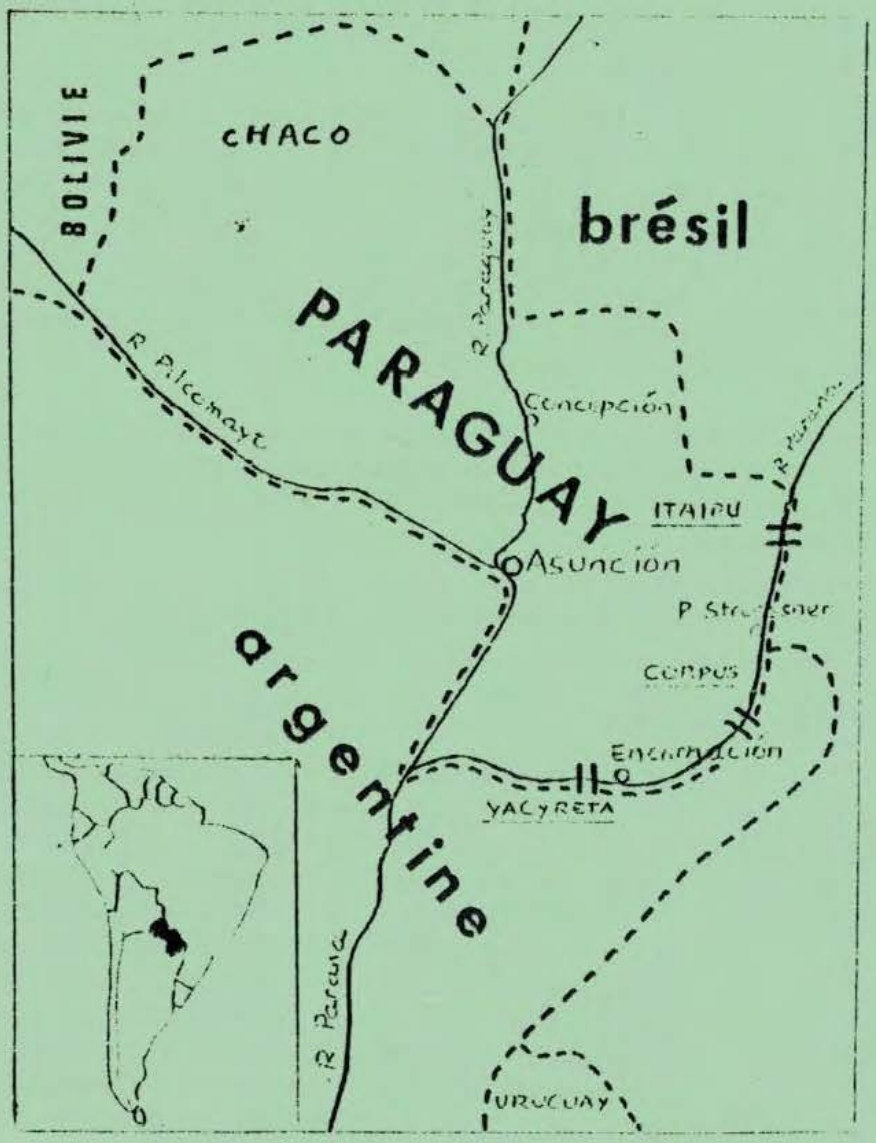
CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION Vol. III No. 2 MAI 1982



PARAGUAY ?

NI VU NI CONNU !

COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE

4725, rue St-Denis, suite 1, Montréal, Qué. H2J 2L5 tél: (514) 845-0511.

Port de retour garanti.

éditorial

Petit pays oublié de l'Amérique Latine, à 1600 km de la côte la plus proche, coincé entre les géants argentin et brésilien, le Paraguay est sorti brusquement de son anomymat, lorsque son président a accueilli l'ex-dictateur Somoza, après la victoire sandiniste du Nicaragua. Qui pouvait compatir aux malheurs d'un tyran déchu, sinon un autre tyran qui a fait de sa terre la Providence des ex-nazis et des escrocs de tout genre?

Doyen des dictateurs latino-américains (28 ans de règne) le général Alfredo Stroessner affirme que le Paraguay connaît une "authentique démocratie". Effectivement, la constitution paraguayenne garantit les droits fondamentaux de la personne. Mais à quoi sert un texte, qui depuis plus de 40 ans est mis entre parenthèses, sous prétexte que la sécurité de l'Etat est menacée?

Fraude, corruption, répression sont les piliers du régime, sous la protection de l'armée qui bénificie du tiers du budget national. La suspension de l'aide américaine à Asunción, en raison de la violation des droits humains, l'opposition de l'Eglise (condamnation des évêques paraguayens, dans un "Diagnostic de la réalité nationale"), la réprobation internationale semblent peu affecter le général Stroessner qui dispose du soutien de son puissant voisin le Brésil et voit avec contentement les nouvelles perspectives de développement économique qui s'offrent au Paraguay, avec l'achèvement du complexe hydro-électrique d'Itaïpu.

Ce Caminando vous propose une incursion dans un des pays les plus secrets d'Amérique Latine. A partir de quelques articles consacrés aux événements marquants de son histoire, à la situation de son Eglise et à l'avenir qui s'y dessine, face à de nouveaux enjeux économiques.

UNE EXPERIENCE PASSAGERE DE BONHEUR COLLECTIF:

LA REPUBLIQUE GUARANIE

Les Guaranis formaient, au moment de la conquête européenne, une nation nombreuse qui, en plus du territoire du Paraguay actuel, occupait à peu près tout l'espace compris entre les confins de l'Equateur et le Rio de la Plata, donc presque tout le Brésil, où elle fut décimée par les Portugais, l'Uruguay au complet et les provinces argentines de Corrientes et d'Entre Rios. C'est là que menaient une vie nomade ces Guaranis dont la douceur et la sociabilité attirèrent l'attention des missionnaires qui découvrirent en eux les adorateurs d'un Dieu unique à qui ils n'offraient aucun culte extérieur, ni aucun sacrifice. Et c'est avec ces "bons primitifs" que les Jésuites allaient établir leur "République modèle". Comment y est-on arrivé, en quoi consistèrent les réductions et comment ont-elles tourné, voilà trois questions dont on ne saurait ignorer la réponse quand il s'agit d'aborder l'étude du Paraguay d'aujourd'hui.

L'ARRIVEE DES JESUITES

Les explorateurs espagnols pénétrèrent au Paraguay pour la première fois, en 1516. La conquête fut laborieuse et sanglante: elle n'était pas achevée à la fin du siècle, nous avertit un analyste de la "République guaranie", Clovis Lugon. Le 15 août 1536, fut une date doublement historique. Ce jour-là, en effet, tandis qu'un Espagnol, Ignace de Loyola, fondait à Paris, la Compagnie de Jésus, c'est-à-dire l'Ordre des Jésuites, d'autres Espagnols, aux intentions moins apostoliques, fondaient au milieu de l'Amérique du Sud, la ville d'Asunción, sur les bords du fleuve Paraguay.

Ce n'est qu'une cinquantaine d'années plus tard que les Jésuites y arrivèrent; ils venaient grossir les rangs du clergé espagnol qui s'y trouvait déjà et ils venaient subvenir aux besoins spirituels de la ville déjà en voie de devenir une capitale.

Tout alla bien, jusqu'au jour où le supérieur du groupe, un certain Père Romero -- quel nom prophétique!-- s'avisa de critiquer ouvertement les colons à cause de leur utilisation abusive des travailleurs guaranis, les survivants de l'impact de la conquête qui signifia exactions, travaux forcés, maladies et choc culturel avec les Blancs. Les autres Jésuites, s'étant portés solidaires de leur supérieur, se virent couper les vivres que leur avaient jusque là fournis les colons. L'affaire fut soumise à l'arbitrage du roi Philippe III. Ce dernier décida, après enquête, que les Indiens seraient tenus à l'écart des cités et du monde colonial. Ils devaient, en conséquence, renoncer à la vie nomade qui en faisait les proies faciles des trafiquants d'esclaves: ils devaient donc être "réduits" à une vie civile et religieuse capable de les encadrer et, donc, de les protéger. De plus, le roi allait se tourner vers les promoteurs des Guaranis à Asunciòn, les Jésuites, et leur déléguer tous ses pouvoirs, avec le droit et le devoir "de rassembler tous les chrétiens dans des bourgades, de les gouverner sans aucune dépendance des villes et forteresses voisines et de s'opposer au nom du roi à quiconque voudrait assujettir les nouveaux chrétiens au service des Espagnols, sous quelque prétexte que ce soit." C'était en 1608 et le statut des réductions fut confirmé en 1631, puis en 1633 et 1647.

LES REDUCTIONS

La première réduction fut fondée au Brésil, par les Jésuites italiens. Comme la ville d'Asunciòn constituait le principal danger, les fondations s'éloignaient, vers l'est, au fur et à mesure qu'elles se multipliaient. Il y en aura 33 en tout. Mais l'implantation à l'est ne fut pas de tout repos; elle ne fut pas définitive non plus. Car, à l'est, il y avait des Portugais. Les métis nés de leurs contacts avec les femmes indiennes s'étaient regroupés dans la ville de Saint-Paul, la future Sao Paulo. A la recherche d'esclaves, ils poussaient des raids en direction des territoires espagnols. Malgré les promesses du gouverneur portugais qui vivait à Rio de Janeiro, les razzias continuaient à faire des ravages parmi les Guaranis. Informé de ces problèmes, le roi d'Espagne, qui se trouvait être aussi en même temps le roi du Portugal, édicta des mesures sévères contre les trafiquants d'esclaves. Le Pape Urbain VIII dut même intervenir et excommunier les esclavagistes du Brésil. Mais ces derniers ne changèrent en rien leur méthode et leur comportement, ce qui força plus de 60,000 Guaranis à fuir. Un long exode les amena de l'autre côté du fleuve Paranà, mais plus de la moitié moururent en route, d'épuisement et de faim. C'est alors que le nouveau roi, Philippe IV, permit aux Jésuites de doter les Guaranis d'armes à feu. DOment stylés par leurs instructeurs jésuites, les Indiens surent repousser définitivement leurs envahisseurs paulistes, qui durent laisser des milliers de morts. Tel fut le prix de la paix, une paix obtenue en utilisant le droit à la légitime défense. Les Jésuites purent alors se consacrer pour de bon à l'oeuvre des réductions.

Chacune d'elles fut construite sur un même modèle. Le choix du site était commandé par des facteurs tels que la fertilité du sol, l'accès à une rivière, le climat agréable. L'architecture s'inspirait de l'"angle droit" et du "plan de damier". Il y avait toujours, au centre de la cité, la Grande Place entourée d'édifices à vocation communautaire: l'église, la Maison du Peuple, la Maison des Veuves, l'hôpital, la Maison des Pères. De là partaient des avenues

larges de 13 à 20 mètres, le plus souvent pavées, rectilignes et bordées de trottoirs généralement couverts, afin de protéger de la chaleur et des averses. Les maisons familiales étaient en pierre. Comparées aux villes des Guaranis, celles des Espagnols avaient piètre allure.

La première tâche des Jésuites fut de transformer en sédentaires ces nomades pour qui la liberté des forêts restait une tentation. Mais les difficultés furent surmontées, grâce à la merveilleuse fécondité de la terre guaranie qui récompense vite quiconque la travaille. Il s'y développa une agriculture originale qui sut intégrer produits locaux (manioc, maïs et patates) et produits importés (blé, orge, riz, coton, canne à sucre). D'autre part, une industrie non négligeable fut mise sur pied, grâce à la facilité d'adaptation des Guaranis et une orientation professionnelle judicieuse. Les produits qu'on y fabriqua: horloges, montres, édition de livres, instruments de musique, tissus, firent l'admiration de l'Europe pour leur fini et leur beauté. Mais tout, aussi bien l'agriculture que l'industrie, était communautaire. Et, dans tout cela, pas de chômage, pas de concurrence, pas de propriétaires, pas de percepteurs, pas de commerçants, pas d'argent. La collectivisation fut complète. Tout le monde travaillait, mais la semaine était de 30 heures, c'est-à-dire 5 jours de 6 heures. Même les enfants, pour qui, garçons et filles, la scolarisation était obligatoire de 7 à 12 ans, devaient fournir leur part de travail, de même que tous les autres qui n'étaient ni agriculteurs ni artisants: le travail manuel était considéré comme une fonction noble.

A la source du succès de l'expérience des réductions, il y eut, de la part des Jésuites, un immense travail d'éducation à la base, aussi bien dans l'instruction des enfants que dans l'éducation des adultes. Le rêve des missionnaires était non pas d'instaurer un paradis sur terre, mais de conduire les Guaranis à l'état de responsabilité adulte entière. Un signe non ambigu de la valorisation des Indiens guaranis assurée par les Pères: l'enseignement dans les écoles était donné en guarani, ce qui explique que le Paraguay moderne est le seul pays d'Amérique latine où, encore aujourd'hui, une langue indigène est non seulement parlée, mais reconnue officiellement.

LA SUPPRESSION

Malheureusement, le Traité des Limites entraîna, en 1750, la cession de 7 des plus florissantes réductions au Portugal. Malgré la résistance armée des Guaranis devenus adultes, la bataille fut perdue d'une autre façon: des politiciens anticléricaux d'Europe frappèrent les Jésuites directement, en obtenant le décret de leur expulsion. Leur départ fit revenir les esclavagistes. Au milieu du 19e siècle, l'herbe poussait dans les ruines de ce qui fut la plus étonnante réussite de République intégralement chrétienne, "le triomphe de l'humanité" (Voltaire), "l'une des plus extraordinaires expériences sociales qui aient jamais été faites" (le gendre de Karl Marx).

une histoire dramatique

A partir de son indépendance proclamée en 1811, le Paraguay choisit de se couper du reste du monde, sous la férule du dictateur Francia. La général Rodriguez de Francia, atteint de la maladie de "l'espionnite", interdit aux Paraguayens de quitter le territoire et aux étrangers d'y entrer, imposa une économie résolument autarcique, adopta les mesures les plus extravagantes comme l'interdiction du

célibat, y compris pour les prêtres, et régna par la terreur, emprisonnant ou fusillant tous les opposants.

Après lui s'installa le gouvernement des Lopez, père et fils, eux aussi "caudillo bon-teint". Solano Lopez junior caressait le rêve de faire du Paraguay une grande puissance en Amérique du Sud et de lui donner une ouverture sur l'Océan. Il se dota d'une armée de 50 000 hommes parfaitement entraînés. Mais cette militarisation "à la prussienne" n'était pas du goût des pays frontaliers qui s'irritèrent des ambitions du jeune président paraguayen. C'est pour abattre ce pays trop audacieux que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay s'unirent, dans une véritable guerre d'extermination, soutenue et financée par les Britanniques, qui dura six ans (1865-1870).

La guerre de la Triple Alliance a prouvé le courage inouï des Paraguayens, dans des combats désespérés où femmes et enfants prenaient le relais des hommes, avec pour seules armes des tessons de bouteilles. Mais les pertes furent à la mesure de la résistance hors du commun de ces patriotes: plus de 500 000 morts, soit 65% de la population, dont les 9/10e de la population masculine. Le pays était exsangue. Sa disparition totale fut évitée de justesse à cause des dissensions entre les trois vainqueurs, au moment du partage.

L'ampleur du désastre, au niveau humain et matériel, était telle que le Paraguay amorça difficilement sa reconstruction. Et comme si la tâche ne suffisait pas à canaliser toutes les énergies, des luttes politiques entre libéraux (azules) et conservateurs (colorados) compromirent le redressement.

Néanmoins, dans les années 1920, le Paraguay avait retrouvé un peu de stabilité politique et amorcé une reprise économique, lorsqu'éclata la terrible guerre du Chaco, contre la Bolivie.

A l'origine du conflit, une querelle de frontières, dans un territoire désolé, peuplé de quelques tribus indiennes et d'une colonie mennonite, originaire du Canada, querelle vieille de deux siècles et théoriquement peu susceptible de dégénérer en guerre, mais c'était sans compter avec la cupidité de deux compagnies internationales rivales, la Standard Oil et la Royal Dutch Shell, qui venaient, l'une après l'autre, de découvrir des gisements de pétrole, dans le Chaco.

Alors Boliviens et Paraguayens s'affrontèrent de 1932 à 1935, parce que les véritables meneurs de jeu, les compagnies, le souhaitaient. "Immédiatement, les Paraguayens firent preuve au combat de ces étonnantes dispositions guerrières qui leur avaient déjà permis de tenir tête à la coalition de leurs voisins plus puissants. Il est vrai que les soldats paraguayens, métis de Guaranis et d'Espagnols, se battaient chez eux et sur leur propre terrain. Les Indiens Aymaras, descendus de leurs hauts plateaux boliviens balayés par la pluie et le vent glacial de l'altiplano, supportèrent par contre très mal la chaleur humide et malsaine du Chaco. Ce fut une guerre réellement atroce, dans une jungle où des soldats à moitié fous de faim, de soif et de terreur, devaient se frayer un chemin à la machete...Il y eut des épisodes dantesques, dont on ne retrouve l'équivalent que dans les récits de la guerre d'Espagne ou des combats de jungle des îles du Pacifique, pendant la Seconde guerre mondiale. Des colonnes entières de soldats boliviens se perdirent dans la brousse épineuse, et l'on découvrit, longtemps après la guerre, les amoncellements de squelettes desséchés par le soleil implacable du Chaco." (M. Niedergang, in "Les 20 Amériques latines", tome I)

Le Paraguay, vainqueur, avait perdu 50 000 hommes et la Bolivie, 80 000. Et, comble de l'absurdité, la Standard Oil qui reçut finalement le droit de prospecter les gisements tant convoités, cimenta bientôt les puits forés en déclarant que le Chaco ne contenait pas une seule goutte d'or noir!

Les malheurs du Paraguay ne s'arrêtent pas là. De l'affreuse guerre du Chaco à la prise du pouvoir par le général Stroessner, en 1954, l'histoire de ce petit pays est ponctuée de complots, de coups d'état, d'insurrections populaires férocement réprimées. Des présidents qui se sont succédés à une cadence rapide, tous ont eu la même façon de gouverner, autoritaire et oppressive, à l'exception de l'écrivain Natalico Gonzalez, dont la volonté d'améliorer le sort des paysans et de libérer son pays de la tutelle économique de l'Argentine lui valut de ne pas rester au pouvoir plus de 5 mois (août 1948 - janvier 1949).

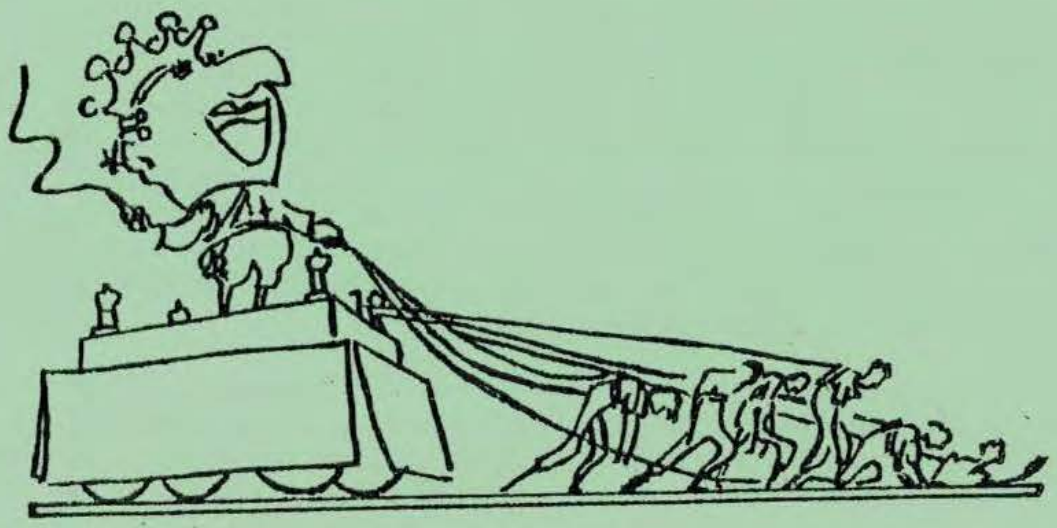
C'est encore un putsch qui installe à la présidence le général Stroessner, fils d'un immigrant allemand. Régulièrement élu et réélu depuis (mais quelle valeur peut-on accorder à ce genre d'élections?), Alfredo Stroessner est en train d'accomplir son sixième mandat. Pour s'assurer pareille longévité, il lui a fallu amender la Constitution qui n'autorisait pas plus de deux mandats consécutifs, mais surtout gouverner le pays avec une forte poigne de fer, en liquidant les opposants, en écrasant les ligues paysannes, en maintenant l'unité de l'armée et de la police par la corruption des chefs, et en encadrant la population grâce au parti Colorado.

Etre colorado, c'est se dire "nationaliste, anticommuniste et démocrate", c'est célébrer le président comme "l'étoile lumineuse de la Renaissance du pays"; c'est aussi le seul moyen d'entrer à l'Université, d'être fonctionnaire ou d'obtenir des exemptions de taxes. Le parti Colorado occupe une place telle que son journal Patria est obligatoirement distribué aux fonctionnaires dont on retire le tarif de l'abonnement sur les feuilles de paie.

Dans un pareil contexte, il est naturellement difficile d'oser dénoncer le régime. Pourtant depuis 1978, et malgré les menaces qui pèsent sur eux, les partis de l'opposition se sont rassemblés dans un Front Commun qui porte le nom d'Accord national. On y trouve les fébréristes (parti révolutionnaire), les démocrates chrétiens, les membres du Mopoco (fraction dissidente du Colorado) qui, tous, réclament la fin de l'Etat de siège, le retour des exilés (ils sont plus de 500 000), une amnistie générale et le rétablissement des libertés démocratiques.

Pour l'instant, et tant que le général Stroessner sera chef de l'Etat, le Paraguay est politiquement bloqué. Mais les élections législatives et présidentielles de 1983, si elles se déroulent comme prévu, pourraient ébranler le régime.

Tout semble dépendre de l'évolution politique du Brésil, dans l'orbite duquel le Paraguay s'est placé et avec qui il s'apprête à partager la formidable énergie produite à Itaïpu, sur leur frontière commune.



(tiré du Monde Diplomatique, juin 1976. Dessin de PLANTU)

UN PAYS EN ETAT DE SIEGE

Les Paraguayens subissent de graves persécutions dont très peu d'échos parviennent à nos oreilles. Dans le contexte du régime de terreur du général Alfredo Stroessner, la vie de tous les jours ressemble à un enfer pour des milliers de Paraguayens que l'on dit "subversifs", par conséquent dangereux, face à la doctrine de la sécurité nationale. Beaucoup de ces dires sont confirmés par les recherches d'Amnistie Internationale.

LA TORTURE: elle se présente sous au moins quatre formes: coups répétés à la poitrine et au visage, *pileta* (baignoire remplie de saletés), décharges électriques avec *la picana* (aiguillon), flagellation avec le *teyù ruquai* (fouet avec pierres) et le *cachiporra* (matraque en caoutchouc). Les tortures les plus brutales sont pratiquées au *Departemento de Investigationes* (service des enquêtes) et au *Departemento de Vigilancia y delitos* (service de vigilance et des délits) à Asunciòn. Elles sont aussi pratiquées dans des postes de police qui servent de centres de détention pour les prisonniers politiques. Un de ces postes se nomme *comisaria tercera*. "Les interrogatoires y durent plusieurs jours avec des équipes de tortionnaires se relayant. Ces séances se déroulent généralement à l'aube et on essaie de camoufler les hurlements en faisant marcher la radio à plein volume." (témoignage d'un prisonnier du Departemento de Investigationes, mai 1976). Les échos de tels sévices sont très rares car les gens ont peur de les dénoncer.

LES DECES: ils sont aussi très nombreux. Les causes plausibles sont la torture, les descentes de police, les rafles des militaires avec un déploiement considérable de violence. Un cas parmi tant d'autres fut celui de Joël FILARTIGA SPERATTI, 17 ans, mort sous la torture à Asunciòn, le 30 mai 1976, fils d'un médecin. Version policière: crime passionnel. Mais les preuves démontrent, à partir des rapports médicaux et de traces sur le corps, qu'il est mort torturé. Il est très difficile, en général, de porter la cause devant les tribunaux, en raison du coût élevé et également de l'impossibilité d'en arriver à un jugement équitable.

LES DISPARITIONS: très nombreuses, elles ne jouissent d'aucune protection légale. Même l'habeas corpus n'est pas reconnu vis-à-vis des prisonniers politiques; le chantage interdit les dénonciations des familles éprouvées. Beaucoup de personnes qui avaient cherché refuge dans un pays voisin finissent par être repérées et mises en prison, parce que des gouvernements complices ont collaboré avec le régime en place. Plusieurs sont incarcérés dans des centres de torture, sans aucun contact avec l'extérieur. Cela démontre à quel point la situation est depuis trop longtemps intolérable.

De nombreuses campagnes de conscientisation ont été entreprises, notamment par Amnistie Internationale (1977,1979), pour y défendre les droits les plus fondamentaux de la personne humaine, pour y faire naître une société respectueuse de la liberté, car il prévaut toujours au Paraguay une situation alarmante qu'il faut dénoncer, et ainsi démystifier la prétendue lutte contre le communisme international que mène activement le président Stroessner.

On pourra se faire une idée juste de la situation actuelle: Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, chrétien identifié dans son juste combat avec les pauvres du monde, plus spécifiquement ceux d'Amérique Latine, a été considéré personna non grata par le gouvernement et on a interdit à l'avion qui le transportait de se poser à Asunciòn.

Le Paraguay avec une population de 3 millions d'habitants a atteint en 1980 un PNB total de $2,106 millions US, soit un PNB per capita de $708.00. Les exportations pour cette même année atteignaient $370 millions US alors que les importations se chiffraient à $570 millions US. Rappelons que le Paraguay exporte chaque année du coton (33%), des huiles végétales (27%), du bois (14%), de la viande et ses sous-produits (4%) et du tabac (3%).

(source: Paraguay Power Game, Latin America Bureau, 1980, London, England).

DETTE EXTERNE ET RESERVE MONETAIRE INTERNATIONALE:

instruments economiques DE LA dictature

Au 31 décembre 1980, la réserve monétaire internationale du Paraguay était de $750 millions. Ces épargnes sont gelées alors qu'on contracte en même temps des emprunts auprès de la banque internationale à des taux d'intérêt sans cesse croissants. Cette manoeuvre résulte en une augmentation de la dette externe et des services s'y rattachant (intérêts, amortissements, etc...).

Cette dette externe en 1980 atteignait $807 millions. Quant aux services s'y rattachant, ils se chiffraient à $112 millions. Toujours dans la même année, 28% des revenus d'exportation ont servi à payer ces services. Les 72% restant n'ont pas même couvert le coût des importations qui dépassait déjà de $200 millions les revenus d'exportation !!!

Selon la chaîne américaine ABC, le capital financier formé par la réserve monétaire paraguayenne est gelée pour le pays mais non pour les banques internationales. Elles utilisent ce capital pour "venir en aide" aux pays sous-développés sous forme de prêts. Le Paraguay bénéficie de ces prêts. Ainsi donc l'Etat paie des intérêts pour son propre capital qu'il met à la disposition des banques internationales!!!

Cette situation est très cohérente avec la nécessité politique et économique du régime de s'adapter aux exigences du capital transnational (ne pas s'adapter signifierait le suicide économique et politique de la dictature). Indubitablement, les efforts du gouvernement visent l'obtention du prestige aux yeux du capitalisme international. Le Paraguay est même considéré par le monde financier international comme un pays pouvant se permettre une grande marge d'endettement à cause de sa forte réserve monétaire en espèces et de la relative stabilité de sa monnaie.

D'après les rapports des banques, en tenant compte des revenus produits par l'électricité générée par Itaïpu et Yacyreta, l'Etat arrivera à rembourser les amortissements de sa dette externe. Cet argent qui, en d'autres circonstances, aurait pu être utilisé pour le développement du pays, servira donc à payer les dettes accumulées par la politique antipopulaire du régime Stroessner.

En somme, le grand perdant c'est le peuple paraguayen qui n'arrive pas à percevoir les bénéfices dérivés d'une réserve monétaire élevée et des intérêts gagnés par la banque internationale sur la dette externe du pays.

(tiré de: Tetãguá Saprikãi, vol. 1, no 2, février 1981)

UN FORMIDABLE POTENTIEL HYDRO-ELECTRIQUE

Le Parana et son affluent, l'Uruguay, débouchent en amont de Buenos Aires, sur le plus vaste estuaire du monde, le Rio de la Plata. Ce gigantesque système hydrographique qui concerne directement cinq pays: Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Bolivie recèle un fabuleux potentiel électrique et se situe en outre dans une région riche en ressources agricoles, forestières et minières.

La construction presque achevée du barrage d'Itaïpu en coopération avec le Brésil, celle des barrages de Yacyreta et du Corpus prévue avec l'aide de l'Argentine vont faire du Paraguay un pays exportateur d'énergie. Dès 1983, les premières turbines de la plus grande centrale hydro-électrique du monde se mettront en marche à Itaïpu et fourniront 12,6 millions de kilowatts, soit l'équivalent de 15 millions de tonnes de pétrole, à partager également entre Brésil et Paraguay.

Mais le potentiel des chutes de Sete Quedas, site d'Itaïpu, ne sera pas encore totalement utilisé, puisqu'à partir d'un débit double de celui de Niagara, les experts l'estiment à 25 millions de kw.

Cette promesse de richesse peut singulièrement transformer l'avenir du pays, mais quel sera le choix de développement?

Nation agricole de 3 millions d'habitants, dont la consommation d'électricité dépasse à peine 200 000 kilowatts, le Paraguay va bénéficier d'un surplus considérable d'énergie. Une partie de cet excédent servira à rembourser le financement des travaux effectués par le Brésil. Mais que faire du reste? L'utiliser au maximum pour industrialiser le pays ou le vendre en totalité au Brésil?

Déjà les entreprises brésiliennes sont en train de pénétrer en force sur le marché, et depuis quelques années, deux cent mille colons de l'Etat du Parana ont eux aussi traversé la frontière, profitant des travaux d'infrastructure qui ont désenclavé une région jusque-là délaissée, mais riche en possibilités agricoles.

L'appétit des multinationales est aiguisé, toutes ont des projets ambitieux à soumettre au gouvernement du général Stroessner, et l'on voit des Allemands, des Américains, des Britanniques, des Français, des Japonais prêts à investir dans le pays. Mais le Brésil possède une longueur d'avance, au grand désappointement de l'Argentine qui, elle aussi, prétend s'imposer au Paraguay. Empêtrée dans des problèmes de politique intérieure et extérieure, aux prises avec d'énormes difficultés économiques, l'Argentine ne dispose pas de moyens comparables à ceux de son rival. En outre, le projet de construction des barrages de Yacyreta et de Corpus est actuellement l'objet d'un conflit sérieux, teinté de scandale, entre la junte et les responsables du projet, parmi lesquels figurait le général Montiel Forzano qui, en mars dernier, a présenté sa démission au président Galtieri.

Dans le meilleur des cas, les travaux ne pourront commencer qu'en 1983, au moment même où la centrale d'Itaïpu sera opérationnelle.

Comment l'avenir du Paraguay s'annonce-t-il?

"Avec un revenu annuel par habitant qui dépasse à peine 500 dollars, une population agricole qui se heurte aux intérêts de la classe dominante et des structures politiques autoritaires, le Paraguay n'est pas encore en mesure de s'affirmer. Pour qu'il le puisse, il faut qu'un profond débat démocratique ait lieu dans toutes les couches de la population.....Mais c'est le débat engagé à propos d'Itaïpu et de l'utilisation de l'énergie hydro-électrique qui aura des conséquences décisives. Au

sein du régime, les premiers conflits ont éclaté. Les intérêts en jeu sont trop importants pour que le général Stroessner puisse décider seul du choix à faire. La libéralisation du Brésil, après de longues années de répression, ne fera qu'accélérer cette évolution à l'intérieur du Paraguay." (Edouard BAILBY, dans Croissance des jeunes nations.)

l'eglise: ENTRE LE COURAGE ET LA DEMISSION

Celui ou celle qui, ignorant tout du Paraguay, jette un coup d'oeil sur la carte de ce petit pays, ne manque pas de faire une première découverte qui en dit long: la toponymie des villes et même de provinces plus importantes se réfère, soit au monde militaire: Coronel Oviedo, Mariscal Estig, P. Stroessner, soit au monde religieux: Asunciòn, Conceptiòn, Encarnaciòn, Misiones, etc...Eglise et forces armées: ne s'agirait-il pas de deux éléments-clés pour comprendre un tant soit peu l'histoire et la situation présente du pays? Si le non-initié poussait la curiosité jusqu'à lire la Constitution qui régit la nation, il aurait la surprise d'apprendre, en en lisant l'article 172, que le président de la République doit professer "la religion catholique, apostolique et romaine". Alors surgit la question qui va retenir notre attention: quelle sorte d'Eglise y a-t-il au Paraguay, ou, ce qui revient au même, quels rapports existe-t-il entre l'actuel régime, militaire et dictatorial et cette Eglise qui, au temps de la Colonie, a véritablement été servante et protectrice des pauvres, au point de devenir, pour les heureux Guaranis d'alors, une mère éducatrice et généreuse?

1. Une Eglise pauvre - Contrairement à ce qui s'est passé dans certains pays voisins et même ailleurs en Amérique latine, l'Eglise du Paraguay n'a jamais été riche. Le contraire eût été impossible aux temps du "communisme chrétien" mis en oeuvre par les fameuses réductions; il eût été scandaleux aux époques suivantes, car le Paraguay, qui n'a pas de richesses naturelles tellement grandes, a vu sa population littéralement décimée à maintes reprises, à l'occasion de guerres qui n'ont fait que l'appauvrir davantage. De sa relative pauvreté, l'Eglise a cependant puisé une grande richesse; cette liberté dont elle a souvent fait preuve devant ceux qui, malgré tout, ont accumulé avoir et pouvoir aux dépens du peuple.

2. Une Eglise capable de courage et de prophétisme - Bien sûr, il y aurait lieu d'évoquer de nombreuses collusions entre certains ecclésiastiques et le pouvoir au cours de l'histoire du passé et même du présent. Il n'en reste pas moins vrai que l'Eglise du Paraguay a manifesté une grande force prophétique, surtout au cours des années '60' et jusqu'en 1976. On peut même affirmer que c'est l'un des pays où l'Eglise de Vatican II et de Medellin a donné de ses plus beaux fruits. Le rappel de quelques moments de l'histoire récente permettra d'avoir une petite idée de ce qu'a été la pratique de cette Eglise.

* Dès 1963, les évêques remirent en question et finirent par renoncer à des privilèges que leur avait accordé le très "catholique" Président Stroessner en poste depuis 1954, en vue de les amadouer, comme par exemple l'exemption de douane sur l'importation du matériel considéré nécessaire au travail apostolique.

* En 1966, à l'occasion de la révision de la Constitution, les évêques rendirent publiques des orientations doctrinales qu'ils souhaitent voir prises en considération. Pour toute réponse, ils se firent rappeler par les tenants du régime, que "toute prédication ayant comme thème le changement de structures et la fonction sociale du capital est anti-liturgique, subversive et contraire à la démocratie représentative."

* En 1968, l'année de Medellin, c'est le conflit qui éclate entre l'Eglise et l'Etat. Le point de départ est à mettre en lien avec la dénonciation que les pasteurs prirent

à leur compte. Ce faisant, ces derniers attaquaient de front un régime de force incapable de se maintenir sans répression. L'Eglise allait donc devenir elle-même la cible d'une spirale de violence qui éveillera beaucoup de courage d'abord, mais finira par amener à de nombreuses démissions.

* Au nombre des premières victimes, il faut d'abord signaler deux prêtres considérés dangereux: un étranger et un prêtre du pays. Ils furent contraints de s'exiler. Mais la principale cible fut le réseau des "Ligues agraires chrétiennes" dont l'apparition et le développement se firent en lien plus ou moins direct avec l'Eglise. Dans l'esprit de Medellin, on y voyait un instrument indispensable pour la défense et la promotion des paysans, dans un pyas où 98% du sol appartient à 1500 familles et où, selon des chiffres récents, 72% de la population est pauvre et même très pauvre, 0.5% très riche, la balance constituant une classe moyenne dont la situation tend à se détériorer (cf. Noticias Aliadas, 27 mars 1980, p. 5).

* A partir de 1972, on peut vraiment parler de persécution contre l'Eglise, une persécution qui atteint les paysans et les étudiants, mais aussi les prêtres et les évêques et, surtout, les communautés de base. A travers elle on cherchait à décourager ou à neutraliser toute action de conscientisation d'une Eglise en pleine rénovation. Une lettre pastorale de cette époque invite les prêtres à rejoindre la base et la vie des paysans, à partager leurs angoisses et leurs espérances et à maintenir avec eux une réflexion permanente sur leur situation à la lumière de la Parole de Dieu. Le même document invite les pasteurs à laisser tomber tout ce qui peut entraver leurs activités apostoliques et à ne pas perdre trop de temps dans le travail de bureau, l'administration et une sacramentalisation auprès de personnes non engagées. La même année, le Catholic Relief Service des Etats-Unis se voyait remercier par la Conférence des évêques du Paraguay qui, en plus de lui reprocher un certain style paternaliste empêchant les Paraguayens d'être les agents de leur propre développement, le soupçonnait de faire, à son insu, le jeu de la dictature. Celle-ci ne manqua alors pas d'exalter les soi-disant bons rapports du régime avec une Eglise étrangère et de stigmatiser ce qu'elle appelait l'intolérance de l'Eglise nationale.

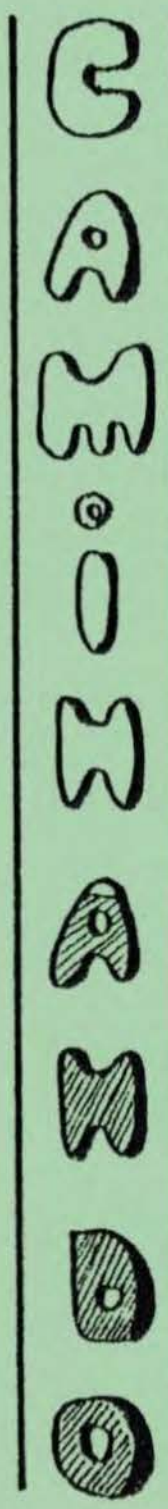
* L'année 1976 marqua l'expulsion d'une bonne dizaine de Jésuites à la suite de perquisitions faites dans diverses maisons de cet ordre religieux. La perte de sociologues, d'anthropologues et de théologiens et le départ d'hommes tels que le P. J.L. Carabias eut un impact très négatif sur l'évolution de la communauté catholique du Paraguay, d'autant plus qu'elle en rendit malade et fit mourir Mgr. Bogarin, certes l'une des figures les plus évangéliques du pays et l'un des plus énergiques défenseurs des droits humains.

3. Une Eglise démoralisée - Tous ces événements ont fait entrer l'Eglise du Paraguay dans un silence dont elle ne sort que rarement depuis. Il s'agit d'une tactique de repli devant la persécution. Mais il y a sans doute quelque chose de plus, un virage à droite, dont l'impulsion vient du CELAM. La présence d'évêques et de prêtres allemands ne fait qu'accentuer cette orientation, d'autant plus que d'importantes colonies germaniques et même japonaises poussent dans le sens du statu quo.

Mais au-delà du silence officiel, une lettre adressée par des paysans à leurs évêques juste avant la rencontre de Puebla (1979) soulève le voile sur la réalité ecclésiastique locale. En plus de reconnaître que seulement deux évêques sont restés proches du peuple (Mgr. Rolòn et Mgr. Maricevich), ils ajoutent: "La répression et la persécution, nous savons bien d'où elles viennent et qui elles visent. Ce qui est étrange pour nous, c'est l'attitude de la hiérarchie...: nous en attendions une prise de position forte, ferme et persévérante dans l'application des résolutions de Medellin,...parce que ça représentait la seule façon de réaliser le plan de Dieu pour notre époque et pour la situation d'aujourd'hui. Mais après l'élan du début, ils ont ralenti et sont même arrivés à une certaine démoralisation.

Une démoralisation qui se manifeste par la méfiance envers nous et qui devient une maladie grave car elle peut aller jusqu'à la méfiance envers Dieu." (cf. L'Amérique latine en prières, 1981, p. 159).

Cet appel dramatique évoque le passage de l'Apocalypse où il est dit à une Eglise de la fin du 1er siècle: "Tu as perdu ta ferveur des débuts; repens-toi et accomplis les oeuvres d'autrefois." (2, 4-5) Dans un pays où les militaires marquent non seulement la toponymie, mais aussi la vie quotidienne, il est vital pour l'espérance du peuple que l'Eglise y retrouve un souffle évangélique.



$45 000.00

$ 40 000.00

$ 35 000.00

$ 30 000.00

$ 25 000.00

$ 19 547.00

$ 15 000.00

$ 10 000.00

$ 5 000.00

4e CAMPAGNE ANNUELLE DE FINANCEMENT

Au 18 mai, nous avions reçu $19 547.00 - MERCI!

Mais nous n'en sommes pas encore à la moitié de notre objectif, que nous avons pourtant réduit au strict minimum vital...

LES MALADES D'ABORD!

Le Comité de Solidarité avec le Peuple Uruguayen vous remercie de votre collaboration dans la campagne de cartes postales en faveur d'Alberto Altessor. Le succès est partiel: M. Altessor a pu sortir de prison pour les examens médicaux, mais a été incarcéré de nouveau sans subir l'intervention chirurgicale requise par son état.
Le CSPU sollicite à nouveau votre solidarité pour étendre la campagne à tous les prisonniers malades en Uruguay. On déplore déjà plusieurs morts par manque de soin, et on signale des centaines de cas pathétiques dont la liste s'allonge chaque jour. On vous demande d'écrire en termes polis à l'adresse ci-dessous pour exiger la libération immédiate de tous les prisonniers dont l'état de santé exige des soins médicaux spécialisés, impossibles à obtenir dans les hôpitaux carcéraux ou militaires:

Sr. Teniente General R. Gregorio Alvarez
Casa de Gobierno - Plaza Independencia
Montevideo, URUGUAY

ERRATUM: Une erreur s'est glissée dans la rédaction de notre projet de financement. Le Comité Inter-Eglises sur les Droits Humains en Amérique Latine et le Comité Inter-Eglises pour les Réfugiés ne sont pas des services du Conseil Canadien des Eglises de Toronto, mais bien des coalitions indépendantes auxquelles les Eglises ou groupes chrétiens peuvent adhérer indépendamment.